

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron

Arrêté n° *12-2023-08-30-00005* du

30 AOÛT 2023

portant mise en demeure et mesures conservatoires
prises à l'encontre de la société PROMETER,
située au lieu-dit « SANGAYRAC » sur le territoire de la commune de Montbazens

LE PRÉFET DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, R. 512-69 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 5 octobre 2022 portant nomination de Monsieur Charles GIUSTI en qualité de préfet de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°12-2022-10-24-00011 du 24 octobre 2022 portant délégation de signature à Madame Isabelle KNOWLES, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 15 mars 2017 à la société PROMETER pour l'exploitation d'une unité de méthanisation de déchets organiques située au lieu dit « SANGAYRAC » sur la commune de MONTBAZENS (12220) et son article 76.1 qui dispose :
- « I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :
- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
 - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.
- [...]
- II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.
- [...]
- V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...] »
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 20 juillet 2023 transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 21 juillet 2023, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;
- Vu** les observations formulées par l'exploitant par courrier en date du 2 août 2023 ;

Considérant que le concentrât produit par l'évapo-concentration du digestat liquide est stocké dans une cuve à l'air libre de 50 m³ ;

Considérant le déversement accidentel d'environ 13 m³ de concentrât survenu le 15 juillet 2023 dans le bassin de confinement des eaux pluviales ;

Considérant que le déversement accidentel a été contenu dans le bassin de confinement des eaux pluviales et que l'exploitant a condamné la pompe de relevage de ce bassin afin d'éviter tous rejets dans le milieu naturel ;

Considérant que lors de la visite en date du 17 juillet 2023, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- le volume de la rétention est inférieur à 100 % du volume de la cuve de concentrâts ;
- le défaut d'étanchéité de la rétention associée à la cuve de concentrâts ;
- l'absence de dispositif d'obturation de la rétention ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 7.6.1 de l'arrêté préfectoral du 15 mars 2017 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article

L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société PROMETER de respecter les dispositions de l'article 7.6.1 de l'arrêté préfectoral du 15 mars 2017 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que ces constats sont de nature à rendre nécessaire la mise en œuvre des mesures d'urgence prévues à l'article L. 171-8, en vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans la mesure où le maintien de produits stockés dans les cuves constitue un risque d'atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;

- A R R E T E -

Article 1^{er} : Mise en demeure

La société PROMETER exploitant une unité de méthanisation de déchets organiques située au lieu-dit « SANGAYRAC » sur la commune de MONTBAZENS (12220), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.6.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 mars 2017 susvisé sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, en disposant d'une rétention conforme pour la cuve de concentrâts.

Article 2 : Mesures conservatoires d'urgence

Dans l'attente de la satisfaction des termes du présent arrêté préfectoral de mise en demeure, la société PROMETER est tenue de mettre en œuvre les mesures conservatoires permettant de limiter ou recueillir les déversements accidentels de la cuve à concentrâts.

Article 3 :

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 et 2 du présent arrêté dans le délai prévu par ces mêmes articles, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

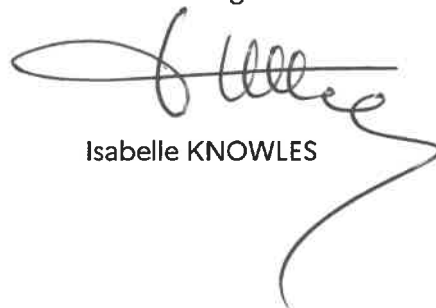
Article 5 :

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aveyron et notifié à la société PROMETER à Montbazens. Une copie sera adressée au maire de la commune de Montbazens.

Fait à Rodez, le

30 AOUT 2023

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Isabelle Knowles', with a long, sweeping flourish extending from the bottom right.

Isabelle KNOWLES